

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/L/37

21 mai 1997

(97-2189)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

DEMANDE DE DEROGATION CONJOINTE AU TITRE DE L'ARTICLE IX DE L'ACCORD DE MARRAKECH INSTITUANT L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Les délégations du Burkina Faso, du Malawi, de l'Ouganda et de la République centrafricaine ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 mai 1997, en lui demandant de la distribuer aux Membres de l'OMC.

Le Burkina Faso, le Malawi, l'Ouganda et la République centrafricaine demandent conjointement à être relevés de l'obligation, énoncée au paragraphe 1 de l'article II de l'AGCS, d'accorder le traitement NPF pour les mesures concernant les services de systèmes informatisés de réservation (SIR) dans le secteur des transports aériens.

L'*Annexe sur les services de transport aérien* de l'AGCS précise que celui-ci ne s'applique pas aux droits de trafic, quelle que soit la façon dont ils ont été accordés, ni aux services directement liés à l'exercice de ces droits, mais qu'il s'applique aux mesures qui affectent les services de réparation et de maintenance des aéronefs, la vente ou la commercialisation des services de transport aérien et les services SIR. Les services SIR sont des services fournis par des systèmes informatisés contenant des renseignements au sujet des horaires, des transporteurs aériens, des places disponibles, des tarifs et des règles de tarification, et par l'intermédiaire desquels des réservations peuvent être effectuées ou des billets délivrés.

La disposition NPF de l'AGCS exige que chaque Membre accorde aux services et fournisseurs de services de tout autre Membre un traitement non moins favorable que celui qu'il accorde aux services similaires et fournisseurs de services similaires de tout autre pays, à moins qu'il n'ait fait enregistrer une exemption pour une mesure particulière conformément à l'*Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II* de l'AGCS. Dans la pratique, cela signifie que les participants au Cycle d'Uruguay pouvaient obtenir une exemption de l'obligation NPF jusqu'au 15 décembre 1993, une prorogation jusqu'au 15 avril 1995 étant prévue pour les pays les moins avancés.

On se rappellera que 13 participants au Cycle d'Uruguay (la Communauté européenne et ses Etats membres comptant pour un) avaient décidé à un stade relativement avancé des négociations qu'il était nécessaire d'obtenir une exemption de l'obligation NPF pour les SIR afin, dans certains cas, de se réserver le droit d'accorder un accès à leurs systèmes sur une base de réciprocité. D'une façon plus générale, c'est parce que des arrangements bilatéraux et plurilatéraux plus détaillés ou des codes de conduite régissent déjà les activités des SIR qu'une exemption a été jugée nécessaire pour éviter d'éventuels conflits touchant les obligations des différents pays concernés.

./.

Les circonstances exceptionnelles qui motivent la présente demande de dérogation conjointe résident dans le fait qu'à la fin du Cycle d'Uruguay les délégations concernées n'ont pas pu, pour des raisons d'organisation et de logistique, présenter à temps leurs exemptions de l'obligation NPF pour les mesures concernant les services SIR. Les pays intéressés sont désireux de protéger les investissements qu'ils ont effectués dans des systèmes SIR spécifiques. Ils demandent donc une base juridique qui leur permette d'accorder, selon qu'il conviendra, des préférences à des fournisseurs particuliers pendant une période de cinq ans. La dérogation qu'ils sollicitent leur donnera la période de grâce nécessaire pour une transition graduelle, ordonnée et maîtrisée conduisant à des conditions d'exploitation plus largement libéralisées et pour la mise en place de régimes réglementaires et de systèmes de distribution appropriés.

Depuis la fin du Cycle d'Uruguay, tous les pays concernés confirment qu'une dérogation à l'obligation NPF est nécessaire pour la mise en oeuvre des mesures se rapportant aux SIR.